

**BIGORRE
UNION
POPULAIRE**

POUR LE PROGRAMME Avenir EN COMMUN

**Refusons le chaos organisé par le
gouvernement.
Exigeons tous ensemble des moyens
POUR L'EDUCATION.**

**Jeudi 13 janvier 10 h 30
Mairie de Tarbes**

**L'UNION
POPULAIRE**

POUR LE PROGRAMME Avenir EN COMMUN

Emmanuel Macron dans sa longue interview accordée au Parisien, mercredi 5 janvier, a désigné les non-vaccinés comme boucs-émissaires, pour mieux tenter de camoufler la réalité de sa politique destructrice, notamment à l'hôpital et à l'école.

Cette provocation délibérée est celle d'un pouvoir en crise, de plus en plus resserré sur un chef de l'Etat bunkérisé dans son Conseil de défense.

Mais même en crise, le chef de l'Etat entend poursuivre sa politique qui menace les bases même de la civilisation, au premier rang desquelles les piliers que comptent la santé et l'école.

LE CHAOS ORGANISE PAR BLANQUER À L'ÉCOLE EST LE MÊME QUE LE CHAOS ORGANISE PAR VERAN À L'HÔPITAL !

Pour le chef de l'Etat, il faudrait aller jusqu'au bout de la dislocation de l'école, accélérée par des mois et des mois de confinement/semi-confinement au cours desquels la mise en œuvre de protocoles successifs a interdit à des millions d'élèves d'avoir cours normalement, a rendu difficile voire impossible la transmission des connaissances.

Les personnels sont excédés, les parents d'élèves sont en colère face à ce qu'il faut bien appeler une « déscolarisation organisée » par le gouvernement : **le point de rupture est désormais atteint.**

Il faut dire que la veille de la rentrée de janvier, le ministre Blanquer a publié un énième protocole « sanitaire ». Un protocole ingérable. Une fois de plus. Une fois de trop. Il a provoqué une explosion de colère qui a pris de court le gouvernement.

Lundi 10 janvier, le Premier Ministre a donc annoncé un assouplissement du protocole.

Mardi 11 janvier, à deux jours d'une grève qui s'annonce massive, le ministre de l'Education nationale, dépassé par l'ampleur d'un rejet qu'il a lui-même provoqué et se refusant à envisager toute remise en cause de la politique du gouvernement, lance : « Ce n'est pas une grève qui résout les problèmes, on ne fait pas une grève contre un virus. ».

C'est exact : on ne fait pas grève contre un virus ; en revanche, on fait grève contre un gouvernement, contre ses mesures, contre sa politique.

Jeudi 13 janvier, les personnels de l'Education nationale sont appelés par l'ensemble des organisations syndicales à faire grève, soutenue par des syndicats de personnels de direction, d'inspecteurs ainsi que par la première fédération de parents d'élèves (FCPE).

Des milliers d'écoles et d'établissements seront en grève non pas contre le virus pour répondre à la remarque pleine de mépris du Ministre Blanquer mais bien pour mettre à l'ordre du jour : **l'arrêt immédiat des suppressions de postes, leur création massive, l'augmentation des salaires, le rétablissement des épreuves nationales et anonymes du baccalauréat, la fin de Parcoursup, ainsi que la fin des protocoles qui empêchent les 12 millions d'élèves de ce pays d'avoir cours normalement.**

Malgré les manœuvres du pouvoir pour camoufler la réalité de sa politique (des milliers de postes supprimés depuis cinq ans par Blanquer, des milliers de lits supprimés et des milliers de soignants suspendus pour Véran), elle est mise à nu aujourd'hui.

Et l'exaspération, à juste raison, éclate !

Bigorre Union Populaire en Bigorre apporte son soutien total à la mobilisation du monde de l'éducation.

Comme pour la santé et l'ensemble des services publics, il y a urgence à changer radicalement de politique de l'éducation et lui donner réellement les moyens :

**POUR LA RECONSTRUCTION D'UNE ECOLE
DE L'EGALITE ET DE L'EMANCIPATION !**